
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 JUIN 1921

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1921 (1).

Tableau XVIII. — Dépenses recouvrables.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET (2), PAR M. de LIEDEKERKE.

MESSIEURS.

Depuis l'époque où a été déposé le Budget des dépenses recouvrables, les situations se sont profondément modifiées.

Tout d'abord, le chiffre des réparations dues par l'Allemagne, a été fixé forfaitairement par la Commission des Réparations, et accepté par ce pays.

Ensuite, nous pouvons espérer que la dette allemande sera sous peu au moins en partie commercialisée.

Les réserves que nous apportions en présentant ce budget « pour que nos anciens ennemis ne puissent en tirer argument contre nous, si celui-ci ne correspondait pas en tout avec nos revendications envoyées à la Commission des Réparations, et pour que l'Allemagne ne puisse se servir de nos budgets pour en déduire des modifications, soit à nos droits à son égard, soit dans l'établissement de nos comptes », deviennent superflues.

Notre budget des dépenses recouvrables, qui avait été, en partie, dressé dans l'intention, de faire connaître aux pays le montant total de certaines réparations,

(1) Budget, n° 101.

Rapport général, n° 261.

(2) Composition de la *Commission du Budget*.

a) Les membres de la **Commission permanente des Finances, des Budgets et des Economies** : MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozcray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum et Wauwermans ;

b) *Six membres nommés par les Sections* : MM. du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke et De Bue.

qui ne pouvaient du reste pas se terminer cette année, pourra sans inconvénient aucun, ne plus porter actuellement que les crédits nécessaires aux travaux à exécuter pendant l'année courante.

La Chambre se doit donc à elle-même d'examiner ce budget comme tous les autres, avec la décision inébranlable de faire avant tout des économies. Comme le disait notre Ministre des Finances, aux applaudissements de tous, « nous ne pouvons plus faire que les dépenses de nécessité immédiate et urgente ». Nous devons éloigner bien loin de nous, une idée qui n'a eu que trop de crédit dans cette enceinte et surtout dans le pays : « Qu'importe cette dépense, ne sommes-nous pas vainqueurs ». Non, actuellement c'est la Patrie qui doit se refaire, avec le forfait accepté.

Nous vous proposons donc d'écarter de ce budget toute dépense que nous croyons pouvoir remettre sans sérieux inconvénients à une époque où l'ensemble de la vie aura baissé de prix, ce qui, espérons-le, ne tardera plus trop.

Votre Commission exprime un désir : celui de voir l'an prochain, à côté du budget général, dresser un compte de l'avoir et du doit du compte des réparations. Il faudrait pour ce faire, que le Département des Finances recherche, d'une part, toutes les recettes faites à ce jour, ce qui n'est malheureusement que trop aisé et, d'autre part, toutes les dépenses effectuées depuis l'armistice pour la restauration du pays. Ce travail permettrait à la Chambre et au pays de se rendre facilement compte de la situation exacte et réelle des comptes des réparations. Nous pourrions ainsi avoir tous les ans un bilan et un compte de profits et pertes de cette vaste entreprise, et constater tout au moins, espérons-le, que le déficit de cette opération diminue tous les ans. Pouvons-nous croire qu'un jour la balance s'établira entre notre avoir et notre doit, nous n'oserions l'affirmer, bien au contraire. La question importante est que le déficit ne soit pas trop considérable; or, pour avoir quelque chance de voir réaliser cet espoir, il est indispensable de ne plus remployer à des coefficients variant entre 5 ou 8.

Votre Commission, en prenant ces décisions à l'unanimité, croit répondre en le faisant aux désirs de la Chambre dont elle est l'émanation et aux désirs du pays. Le crédit de l'Etat doit être à tout prix raffermi et consolidé à l'instant surtout où de nouveaux appels doivent être faits à l'emprunt. Le meilleur moyen d'arriver à ce résultat est de clore l'ère des dépenses exagérées et d'ouvrir celle des économies.

La Belgique traverse une crise de gêne, souhaitons qu'elle ne soit que momentanée, mais pour qu'il puisse en être ainsi il faut savoir se restreindre. Nous avons tous connu des pays qui faute d'avoir compris ces vrais principes, ont vu longtemps arrêter leur essort économique et leur développement, laisser en suspens de grandes entreprises commencées; que l'expérience d'autrui nous serve!!

Avec 10 milliards, 560 millions or, à escompter ou à recevoir d'ici quarante ans que pourrons nous refaire en Belgique! Toute la question est là. Que vaudra notre franc-papier relativement au franc-or quand il s'agira de rembourser le premier; question grave!

Parlant de ces vues votre Commission, a surtout étudié le Budget des Dépenses-Reouvrables au point de vue de sa compression, et de son établissement, conformément aux lois qui régissent notre comptabilité.

Il est regrettable qu'actuellement encore, il soit impossible, de connaître d'une

façon quelque peu précise, l'évaluation de nos dommages, valeur 1914, et de connaître même approximativement les sommes restantes à dépenser.

Ce que l'on peut constater, c'est que la restauration du railway national, a coûté et coûtera encore fort cher, surtout si l'on admet que l'Allemagne, nous a restitué pour plus de 1 milliard et demi de matériel.

Nous vous proposons également de rejeter du budget toutes les dépenses de régularisation, concernant les exercices antérieurs celles-ci devant, à notre avis faire l'objet de crédits supplémentaires se rapportant aux exercices qu'ils concernent.

EXAMEN PARTICULIER DES CRÉDITS DEMANDÉS POUR LES DIFFÉRENTS MINISTÈRES.

1. Dette publique.

Les crédits demandé se justifient d'eux-mêmes.

L'on pourrait cependant estimer qu'il eût été prudent de porter ici une somme pour l'amortissement des emprunts contractés.

2. Justice.

Ce Département poursuit la remise en état des immeubles domaniaux faisant partie de ses services. Les crédits demandés répondent aux nécessités absolues de l'année.

3. Affaires Étrangères.

Ce Ministère a pu, comme vous l'aurez constaté, diminuer de moitié l'avance à faire au Haut Commissariat Belge des territoires Rhénans.

4. Intérieur.

Notre Département de l'Intérieur a pu remettre à plus tard certains travaux de restauration, de ce chef, les crédits demandés ont pu être réduits de 250,000 francs.

5. Sciences et Arts.

Un crédit global de 750,000 francs est sollicité par ce Ministère; il est possible et nous l'espérons que cette somme ne soit pas engagée cette année, mais il serait imprudent de la réduire dès à présent.

6. Agriculture.

Le Ministère de l'Agriculture a fort avancé déjà la restauration agricole du pays, l'on peut espérer voir diminuer certains crédits pour les années à venir, sauf cependant ceux qui concernent le n° 22 qui a dû par amendement être augmenté de 5 millions de francs pour l'année en cours.

Malgré cette augmentation, les crédits demandés ont pu être diminués dans leur ensemble, l'exécution de la loi du 13 novembre 1919 étant moins onéreuse qu'on ne l'avait prévu.

7. *Travaux Publics.*

Ce Ministère dont dépend en grande partie la restauration de notre vie économique, demandait des crédits pour un montant de 142 millions environ. Cette somme a pu être réduite sans entraver les remises en état nécessaires.

Les prévisions de ce département avaient été faites en partie, avec le désir, d'indiquer à la Chambre, le montant total, des réparations restantes à faire, mais il est impossible de les entreprendre toutes cette année.

De cette façon les n° 25 et 29 ont pu être réduits assez sensiblement.

8. *Chemins de fer.*

Les observations faites par le Ministère des Travaux Publics peuvent être reproduites pour celui-ci, et si on y ajoute que la Commission vous propose d'écarter du budget une somme de 158,990,000 francs qui se rapporte aux dépassements de crédits nos amendements se justifient d'eux-mêmes.

L'article 34 de ce budget a pu être décomposé de la façon à donner à la Chambre quelques explications sur les achats à faire.

La Commission espère que ce Département qui a dû remployer à de très hauts prix les années passées, ne sera plus aussi talonné actuellement par le besoin et que les coefficients de remploi baisseront sensiblement.

9. — *Défense Nationale.*

Le Ministère de la Défense Nationale est un des seuls qui a vu augmenter le chiffre de ses dépenses probables, depuis le dépôt du budget. Il y a été contraint, pour pouvoir payer les pensions aux militaires, celles-ci jusqu'à ce jour ne pouvant encore être réglées par le Département des Finances. L'augmentation constatée de ce chef, figure du reste en diminution à la Dette publique.

La Commission a prié ce Département ainsi que celui des Travaux Publics, de bannir de leurs constructions et restaurations toute espèce de luxe, actuellement l'on ne peut songer à faire beau, il faut se contenter de faire bon.

10. *Affaires économiques.*

Ce Département à lui seul comporte à peu près la moitié des crédits demandés au budget des dépenses recouvrables. C'est à lui, en effet, qu'incombe les paiements de tous les dommages aux biens et aux personnes. C'est de lui que dépendent les hauts commissaires, la nouvelle organisation judiciaire et surtout la reconstruction de bien des immeubles. Le Ministre des Affaires Économiques est actuellement le plus gros entrepreneur du pays.

Il se trouve à la tête d'un rouage nouveau et provisoire, dans lequel les difficultés sont innombrables, où les tentations de spéculation et de malversation se rencontrent à tous les pas pour un grand nombre d'agents. Ce Département ne pourrait être trop circonspect et prudent. Des contrôleurs de emploi existent et fonctionnent à la grande satisfaction de leur chef. Les inspections, vérifications et contrôles sont nombreux et fréquents; faut-il encore les augmenter?

Depuis le dépôt du budget, le Gouvernement, par un projet de loi, propose de diminuer au fur et à mesure des possibilités les attributions des hauts commissaires. Ceci est déjà un signe évident que la restauration est en bonne voie

Nous devons nous réjouir de cette constatation.

La Chambre trouvera en annexe, certains documents concernant les cours et tribunaux de dommages de guerre, et établissant l'activité croissante de ces organismes. Nous osons espérer que ces bonnes dispositions ne feront que croître et augmenter. De ce rouage dépend, en somme, la restauration rapide ou lente du pays dévasté, le devoir impérieux des tribunaux est de se hâter; la Chambre y veillera.

Le pays, verrait d'un bon œil le dépôt d'un projet de loi, permettant au pouvoir exécutif de diminuer bientôt le nombre de ces juridictions de circonstances, cela lui donnerait encore une fois de plus l'impression que la restauration avance.

Vous pourrez constater, Messieurs, que votre Commission tout en ayant spécialement examiné le budget de ce Ministère, y apporte peu de modifications, et pourquoi, parce que l'intérêt bien compris du pays, est de restaurer au plus vite. L'État devant un intérêt de 5 p. c. sur toutes les sommes dues, pour dommages de guerre, depuis le 1^{er} janvier 1920. Avant tout, il faut aller vite, pour nous décharger des frais généraux de cette vaste entreprise que l'on peut évaluer à 50,000,000 environ.

Des dispositions sont prises pour liquider la section des transports, ainsi que les stocks.

Votre Commission vous propose de supprimer la formule, peu claire, qui se trouve en tête du projet du Budget, et qui est libellée ainsi :

« Les imputations sur les crédits inscrits au présent tableau peuvent en cas de besoin être faites sans distinction d'exercices, pour les dépenses engagées, depuis 1919 dans la limite des crédits alloués ultérieurement. »

Des dispositions d'une si grande importance doivent, à son avis, être réglées par la loi.

Votre Commission se propose de faire de ces dispositions le texte d'un article de loi, à incorporer à la loi de finance.

CONCLUSION.

De l'étude complète de ce Budget, il ressort que les économies sont difficiles à faire par la Chambre, c'est dans chaque Département, que le Ministre

doit veiller au grain. L'adage « Faites-moi de bonnes finances et je vous ferai de la bonne politique » est plus vrai que jamais, mais plus difficile que jamais à réaliser, c'est pourquoi votre Commission ose compter sur la bonne volonté de tous.

Le Rapporteur,

DE LIEDEKERKE.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

Situation au 30 avril 1921.

Arrondissements.	Nombre de Chambres en fonctions.	Nombre de Com- missaires d'Etat en fonctions (non compris les Com. Pr.)	Nombre total des demandes introduites.	Dommages aux biens.					Dommages aux personnes. — Jugements rendus.	Nombre total des affaires traitées.	Montant des sommes allouées par jugements pour dommages aux biens.	
				Jugements définitifs.	Jugements provision- nels.	Transac- tions admisses.	Nombre des demandes d'avances accordées.	Nombre de contrats de reconstruc- tions par l'Etat visés.			Définitifs.	Allocations provisionnelles.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Anvers	5	11	47,397	1,559	215	480	358	—	4,898	7,505	10,472,611.45	19,090,880.83
Malines	4	11	38,713	2,851	724	1,072	1,410	—	1,952	8,009	32,977,472.01	52,082,748.69
Turnhout	2	2	12,380	1,275	31	279	30	—	868	2,483	806,279.60	448,221.35
Bruxelles	8	19	131,808	3,472	266	1,121	(2) 662	(2) —	1,704	(2) 7,225	35,318,025.33	32,902,288.56
Louvain	3	14	41,582	2,196	2,792	387	1,315	14	1,793	8,497	17,479,521.17	101,705,557.23
Nivelles	2	6	24,578	142	166	51	172	1	3,144	3,676	1,070,022.40	41,133,430.45
Charleroi	7	22	69,736	1,562	651	842	1,937	—	4,431	9,423	19,443,900.46	271,294,579.25
Mons	3	13	102,081	646	262	230	(2) 1,476	(2) —	3,492	(2) 6,106	14,575,207.73	73,788,932.67
Tournai	3	7	75,836	738	2,210	830	1,629	2	7,936	13,345	12,677,532.31	113,806,002.35
Audenarde	3	9	64,771	762	204	277	(2) 222	(2) —	4,538	(2) 6,003	7,749,675.67	11,034,587.59
Gand	3	16	111,830	1,655	431	3,987	2,853	—	1,830	10,756	39,454,616.73	49,114,640.57
Termonde	4	10	90,782	1,546	461	551	309	—	7,147	10,014	31,385,770.03	46,916,603.23
Bruges	6	23	82,800	1,913	968	746	3,255	26	1,983	8,891	80,918,241.33	92,891,705.15
Courtrai	6	17	145,000	7,233	1,212	475	7,646	138	8,099	24,803	64,842,282.91	117,184,705.00
Furnes	10	30	75,014	2,976	2,554	360	2,579	113	747	9,329	52,784,075.70	141,919,788.45
Ypres	10	31	78,179	3,343	2,691	1,546	12,242	993	3,008	23,823	201,960.14	1,061,500.00
Liège	7	19	48,904	2,328	624	318	1,786	253	2,927	8,236	1,735,245.00	216,500.00
Huy	2	6	17,430	1,675	76	540	225	2	469	2,987	20,342,079.35	502,458,157.86
Verviers	3	12	29,150	1,062	395	181	669	50	1,724	4,081	9,661,696.11	20,598,500.27
Arlon	1	7	26,803	424	99	130	1,359	67	6,787	8,916	12,635,635.29	22,882,460.42
Marche	1	2	22,743	1,583	177	459	11	—	1,652	3,882	2,374,580.90	11,672,606.57
Neufchâteau	2	6	15,767	1,036	272	322	202	—	1,446	3,278	3,626,097.89	3,149,041.65
Dinant	3	13	40,121	550	446	398	(2) 3,104	(2) —	4,303	(2) 8,801	3,760,027.95	5,473,995.45
Namur	3	10	43,768	795	168	170	1,636	13	5,650	8,432	3,721,193.99	35,424,244.13
Hasselt	2	5	15,715	660	58	308	35	—	2,388	3,449	10,698,706.81	31,204,596.66
Tongres	2	3	14,671	1,312	5	168	10	5	1,235	2,735	3,133,136.32	1,246,450.00
											11,559,574.26	133,000.00
Relevé au 31 août 1920 (1).	113	324	1,467,599	45,294	18,158	16,278	47,132	1,677	86,146	214,685	551,663,600.56	1,974,499,279.15
				14,484	7,225				21,784		258,769,470.56	947,138,942.75

(1) Chambre spéciale pour Yprois.

(2) Non compris le nombre des avances maximales de 30, 50 et 80,000 francs.

(3) Renseignements pas parvenus.

(4) Extrait de la communication faite par M. le Ministre de l'Intérieur sur l'état de la réparation des dommages de guerre et la restauration des régions dévastées aux Commissions réunies des Dommages de guerre et des Régions dévastées des deux Chambres, séance du 21 septembre 1920.

ACTIVITÉ DES TRIBUNAUX DES DOMMAGES DE GUERRE

TABLEAU II.

Domages aux personnes.

Situation au 30 avril 1921.

Numéro d'ordre.	Tribunal.	Nombre des demandes déposées.	Nombre de jugements accordant indemnité pour			Total.	Jugements de déboutés.	Total des jugements.
			incapacité.	déportation.	veuves et orphelins.			
1	Anvers	7,258	591	2,666	223	3,480	1,443	4,893
2	Malines	2,655	243	1,116	79	1,438	514	1,952
3	Turnhout	1,276	131	146	77	354	514	868
4	Bruxelles	6,588	705	405	214	1,324	380	1,704
5	Louvain	5,110	213	918	424	1,555	238	1,793
6	Nivelles	6,490	1,131	1,188	316	2,635	509	3,144
7	Charleroi	9,634	2,738	522	497	3,757	674	4,431
8	Mons	20,284	1,337	687	770	2,794	698	3,492
9	Tournai	16,808	2,172	4,069	575	6,816	1,120	7,936
10	Audenarde	9,966	1,081	2,609	301	3,991	547	4,538
11	Gand	25,325	410	661	527	1,598	232	1,830
12	Termonde	17,583	1,284	4,428	886	6,598	540	7,147
13	Bruges	10,463	205	21	570	796	1,137	1,933
14	Courtrai	40,000	2,724	3,657	939	7,320	779	8,099
15	Furnes	1,582	207	15	158	380	367	747
16	Ypres	3,592	661	763	672	2,096	912	3,008
17	Liège	5,328	960	489	801	2,250	677	2,927
18	Huy	499	118	133	94	345	124	469
19	Verviers	2,180	304	826	209	1,339	385	1,724
20	Arlon	7,987	1,366	3,111	691	5,168	1,619	6,787
21	Marche	1,811	938	530	72	1,560	92	1,652
22	Neufchâteau	1,650	870	162	152	1,184	262	1,446
23	Dinant	5,086	2,103	801	780	3,684	619	4,303
24	Namur	8,032	2,750	1,606	884	5,240	410	5,650
25	Hasselt	2,834	596	1,343	61	2,000	388	2,388
26	Tongres	1,223	188	515	82	785	450	1,235
		221,244	26,026	33,407	11,054	70,487	15,659	86,146

[N° 420.]
(8)

ANNEXE II.

ART. 64. — En vertu des dispositions organiques en vigueur (Arrêté Royal du 31 août 1920), le fonctionnaire qui perçoit déjà une indemnité ou un traitement, ne touche à raison de l'emploi qu'il occupe, dans les organismes des dommages de guerre, que la différence entre ce traitement et celui qui est attribué à la fonction exercée.

C'est ainsi, notamment, que si les commissaires de l'État sont fonctionnaires en activité de service de l'État, de la province ou de la commune, ils ne perçoivent qu'une indemnité annuelle égale à la différence entre leur traitement et l'indemnité initiale de 10,000 francs attribuée aux commissaires de l'État.

Il en est de même pour ceux qui touchent une pension à la charge du Trésor public.

Il est impossible d'affirmer que mon Département pourra terminer les affaires commencées avec le personnel dont il dispose.

Pour faire face aux nécessités de l'œuvre de la réparation, il a fallu mettre à la disposition des divers organismes le personnel indispensable.

Il y a lieu de penser, qu'à l'heure actuelle, le personnel en fonctions peut être considéré comme suffisant pour satisfaire à la tâche qui lui est dévolue. Cependant, il peut se produire que, dans certains services, l'extension du travail, l'abondance des dossiers de demandes en réparation, la nécessité d'activer le règlement de certains dommages et de mettre fin à l'arriéré existant, exigent l'adjonction d'une ou plusieurs unités au personnel actuel.

A seule fin de démontrer l'importance qu'ont prise ces organismes, je crois utile de rappeler les étapes successives qu'a parcourues l'œuvre de la restauration au point de vue des nécessités de l'organisation matérielle.

I.

PERSONNEL.

	Au 1 ^{er} janvier 1920.	Au 1 ^{er} juillet 1920.	Au 1 ^{er} janvier 1921.
Commissaires spéciaux .	Néant.	24	25
Id. de l'État .	140	221	309
Greffiers	26	26	26
Id. adjoints	88	104	119
Employés commissariats :	150	260	372
Id. greffes	89	268	228
Chambres	93	110	115

II.

L'activité des commissariats s'est manifestée de la manière suivante :

En janvier 1920, les commissaires de l'État ont réalisé 9,808 opérations.

Pendant le mois de juin 1920, ils ont réalisé 14,707 opérations.

En décembre 1920, ce chiffre s'est élevé à 24,711 opérations.

Je m'en tiens à ces moyennes successives à intervalle semestriel.

ART. 75. — Traitements et indemnités diverses.

Haut Commissariat Royal du littoral . . .	197,463.68
— Bruges . . .	267,562.64
— Adj. Ghisteltes . . .	95,101.00
— — Roulers . . .	90,224.08
— — Furnes . . .	83,968.16
— Ypres . . .	742,627.12
— Adj. Poperinghe . . .	101,117.32
— — Ypres . . .	138,173.08
— — Wervicq . . .	174,957.28
— Gand . . .	214,814.88
— Mons . . .	141,285.80
— Adj. Bruxelles . . .	38,940.40
— Liège . . .	227,027.68
— Adj. Namur . . .	305,167.12
— — Luxembourg . . .	258,823.48
Total. . .	3,079,253.52

Ce chiffre de 3,079,253.52 a été établi en tenant compte des traitements et indemnités diverses des agents qui sont actuellement en service. Il n'a été prévu que 2,825,000 francs. L'augmentation provient de ce que depuis que les prévisions budgétaires pour l'exercice 1921 ont été établies, plusieurs Hauts Commissaires Royaux ont encore sollicité des extensions de personnel.

Il est probable que la somme de fr. 3,079,253.52 devra être majorée dans la suite:

ART. 86. — Le poste de 9,000,000 de francs ne constitue pas une dépense effective, mais une prévision extrême pour le cas où pendant la période d'active reconstruction qui s'annonce, nous aurions à faire face à une demande importante de charroi. Il y a lieu d'observer, d'ailleurs, que ces dépenses sont en partie contrebalancées par une recette effective et que tous les efforts actuels de mes services tendent à annuler complètement ces dépenses par les recettes de transport.

Les dépenses réelles ne sont, d'ailleurs, engagées qu'au fur à mesure des besoins, et la nécessité en est rigoureusement contrôlée par mon Administration qui, à cette fin, dresse mensuellement un compte d'exploitation mettant en regard les recettes et les dépenses à équilibrer.

Ce poste a déjà subi une compression de 2,000,000 de francs sur la première estimation faite. Cette compression a précisément eu lieu en tenant compte de la réduction du prix des matières premières. Il est possible que ces prix diminuent encore et permettent une réduction correspondante des dépenses, mais j'estime qu'il n'est pas possible de se baser sur des probabilités qui ne peuvent pas se réaliser et que, dans ces conditions, il est préférable de ne pas modifier le chiffre de 9,000,000 de francs.

ART. 92. — En vertu de l'article 4 de la loi du 8 avril 1919, l'adoption

entraîne pour l'État l'obligation d'assurer les dépenses nécessitées par le rétablissement du domaine et des services publics de la commune, les dépenses obligatoires auxquelles la commune ne peut faire face, en tout ou en partie, par suite des circonstances, ainsi que les dépenses facultatives dont l'inscription au budget communal a été admise par le H. C. R. Dans les communes qui se trouvent dans l'impossibilité dûment constatée par lui, d'agir par elles-mêmes, le H. C. R. se substitue aux administrations communales pour faire face aux dépenses dont il est question ci-dessus.

Dans les communes qui sont en mesure de poursuivre l'exécution des travaux soit par leurs propres ressources, soit au moyen de libéralités qui leur sont faites, ce n'est qu'après s'être assuré qu'elles ont épuisé tous les moyens mis à leur disposition pour obtenir le maximum de recettes possibles, que les H. C. R. interviennent, par voie de subsides, pour faire face aux dépenses.

Le chiffre de 75,000,000 francs a été fixé à la suite d'une enquête faite auprès des H. C. R.

Ce chiffre se décompose comme suit .

Anvers	14,000,000
Flandre Occidentale Nord	50,000,000
» » Sud.	2,500,000
Brabant }	5,000,000
Hainaut }	
Liège }	700,000
Luxembourg }	
Namur }	
Littoral	2,000,000
Total.	<u>74.200,000</u>

ART. 93. — Mon Département ne s'occupe de l'achat de matériaux qu'en cas d'absolue nécessité. Le crédit de 60 millions doit servir au paiement des matériaux que l'État achète en vue de la reconstruction des immeubles détruits.

Parmi les dépenses qui seront engagées figurent en ordre principal celles qui résultent de l'achat des briques.

Il convient de remarquer que la politique interventionniste de l'État en de briques se justifie, attendu qu'il était nécessaire de rendre à l'industrie briquetière le développement qui s'imposait, eu égard aux besoins énormes de ces matériaux. Si l'État s'était abstenu, il n'est pas douteux que les quantités de briques fabriquées eussent été insuffisantes et que, par conséquent, les prix demandés eussent atteint un taux exagéré.

L'État intervient également dans le cas où, par suite de restrictions apportées au régime d'exportation de certains matériaux, il peut obtenir des producteurs des prix particuliers pour les fournitures à effectuer en vue de la reconstruction des régions dévastées. C'est ainsi, par exemple, que les fabricants de ciment Portland artificiel concèdent à l'État une réduction de

17 francs à la tonne, à condition de pouvoir exporter 60 p. c. de leur production.

ART. 96. — Si les dispositions réglant actuellement l'octroi de secours aux évacués et réfugiés restent en vigueur, le montant des crédits prévus de ce chef au budget de 1921 pourra être réduit l'an prochain ; toutefois, cette réduction ne sera pas très importante, elle résultera uniquement de la diminution du nombre des personnes secourues.

ART. 97. — Il résulte de renseignements fournis par le Département de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, que les dépenses arriérées (dépenses de 1919) du chef du ravitaillement de la population civile lors de la libération du territoire, etc., ont été fixées à 5 millions de francs par année budgétaire jusqu'à la liquidation totale.

Le chiffre total de la dépense n'a pas encore été fixé.

FONDS DU ROI ALBERT.

Le Fonds du Roi Albert n'exige plus de subsides.

Le pourcentage des frais généraux du F. R. A. depuis la date de sa création jusqu'au 31 décembre 1920, s'élève à 2 89 p. c.

Calcul du pourcentage des frais généraux d'administration depuis la création du *Fonds du Roi Albert* jusqu'au 31 décembre 1920.

A. Dépenses.

1 ^o CHAPITRE I : Frais d'administration	fr. 1,698,444.58
2 ^o — II : Travaux d'exécution en province	88,992,729.59
3 ^o — III : Comptes d'ordre	101,410.97
Total des dépenses	fr. 90,792,585.14

B. Recettes.

Montant des recettes sauf subsides de l'État et dons	4,974,510.99
Total	fr. 95,767,096.13

Soit en chiffres ronds 95,767,100 francs.

Relevé des Frais généraux.

1. Frais généraux chapitre I	fr. 1,698,444.58
2. Traitements, salaires et indemnités personnel en province, imputés à l'article 15 du 15 août 1919 au 31 décembre 1919	278,330 »
3. Service des autos-motos et vélos	253,815.71
4. Traitements, salaires, indemnités personnel en province, chapitre II, article 20	457,284.51
5. Frais de déplacements, chapitre II, art. 21	80,628.65
Total	fr. 2,768,503.45

Soit en chiffres ronds : 2,768,500 francs.

Pourcentage : $\frac{2,768,500 \times 100}{95,767,100} = 2.89$ p. c.

Le compte de l'exercice 1920, dont exemplaire ci-joint, permettra d'apprécier l'infime pourcentage des frais d'administration et d'en étudier le détail.

Pour l'année 1920, le F. R. A. a remboursé les frais de déplacement ci-dessous :

M. André, H. C. R., à Mons.	fr. 969.10
M. Coppieters, H. C. R., à Ostende	694.40
M. le baron Delvaux de Fenffe, H. C. R., à Liège	842.00
M. de Groote, H. C. R., à Bruges	1,033.70
M. Grenier, H. C. R., à Gand	733.00

Les autres administrateurs, résidant à Bruxelles ou ayant un libre-parcours du chef de leur mandat parlementaire, ne réclament pas le remboursement de leurs frais de déplacement.

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION DU BUDGET

DETTE PUBLIQUE

	Crédit demandé.	Crédit proposé Amendement du Gouver- nement.	Crédit proposé par la Commission
Art. 4.	54,444,000	20,266,500	20,266,500

JUSTICE.

Art. 8.	20,000	23,200	23,200
---------	--------	--------	--------

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Art. 14.	600,000	300,000	300,000
----------	---------	---------	---------

INTÉRIEUR.

Art. 16.	100,000		Supprimé.
Art. 17.	100,000		50,000
Art. 18.	300,000		200,000

AGRICULTURE.

Art. 20.	423,000	323,000	323,000
Art. 21.	43,000,000		33,000,000
Art. 22.	10,000,000	13,000,000	13,000,000

TRAVAUX PUBLICS.

Art. 25.	50,000,000	51,500,000	15,000,000	15,00,000 rejetés parce que déplacement.
Art. 27.	9,286,000		9,279,440	35,000,000 parce que ne pouvant être dépen- ses cette année.
Art. 28.	30,000,000	1 ^{er} Am. } 42,300,000 2 ^e Am. } 50,300,000	38,000,000	6,560 dépassement.
				12,300,000 dépassement

	Crédit demandé.	Crédit proposé Amendement du Gouver- nement.	Crédit proposé Amendement de la Commission	
Art. 29.	50,000,000	42,000,000	23,992,000	8,000 pour dépasse- ment. 17,000,000 ne devant pas être dépensés cette année.
Art. 30.	100,000		50,000	
Art. 31.	50,000		40,000	
Art. 32.	2,000,000		1,000,000	

CHEMINS DE FER.

Art. 33.	1,900,008	2.050,000	1,900,000	150,000 fr. dépasse- ment de crédit.
Art. 34.	139,100,000		119,100,000	Réduction consentie.
Art. 34. a) Achat de billes, etc			35,000,000	
Art. 34. b) Achat de rails et matériel de voies .			25,000,000	
Art. 34. c) Rétablissement de la signalisation .			40,000,000	
Art. 34. d) Travaux et fournitures en vue de la restauration des ouvrages d'art, bâtiments, voies, etc.			37,000,000	
Art. 35. e) Salaires et traitement.			2,100,000	
Art. 35.	378,450,000		226,550,000	151,000,000 dépasse- ment de crédit.
Art. 36.	9,300,000		5,100,000	4,200,000 dépassement de crédit.
Art. 37.	1,020,000	2,820,000	2,520,000	
Art. 38.	12,720,500		12,720,500	
Art. 39.	507,000		567,000	
Art. 40.	1,930,000		1,335,538	Réduction consentie.
Art. 41.	22,654,070		19,914,070	Dépense à remettre à un an.

DÉFENSE NATIONALE.

Art. 43.	10,355,000	10,558,902	10,355,000	Dépassement.
Art. 45.	80,215,000	122,178,500	122,175,500	
Art. 48.	800,400	2,260,000	1,500,000	Dépassement.
Art. 50.	1,000,000	350,000	350,000	
Art. 52.	2,647,080		2,593,700	53,380: Vie chère.
Art. 57.	8,000,000		8,000,000	Transfert de l'Extra.

AFFAIRES ÉCONOMIQUES.

Art. 57.	7,361,000	5,604,000	5,337,000	{ 212,000 Vie chère. 55,000 Dépassement.
Art. 59.	940,000	4,373,000	940,000	
Art. 64.	10,000,000	17,750,000	9,850,000	{ 150,000 Vie chère. 1,750,000 Dépassement.
Art. 66.	1,094,200	1,124,200	1,094,200	
Art. 73.	74,500	81,400	74,500	30,000 Dépassement.
Art. 75.	2,825,000	4,500,000	3,687,000	{ 6,900 Dépassement. 750,000 Dépassement. 62,500 Vie chère.

	Crédit demandé.	Crédit proposé		Amendement de la Commission	
		Amendement du Gouver- nement.		Crédit proposé	
Art. 76.	75,000	260,000	200,000	50,000	Dépassement.
Art. 77.	125,000	360,000	285,000	75,000	Dépassement.
Art. 78.	150,000	650,000	300,000	300,000	Dépassement.
Art. 79.	530,000		516,150	13,850	Vie chère.
Art. 80.	6,800,000		6,509,000	291,000	Dépassement.
Art. 84.	100,000		90,000	10,000	Dépassement.
Art. 85.	100,000	175,000	100,000	75,000	Dépassement.
Art. 86.	9,000,000	7,000,000	6,565,000	435,000	Dépassement.
Art. 88.	820,000	887,000	866,000	21,000	Vie chère.
Art. 92.	75,000,000	92 {	a) 75,000,000	92	75,000,000
Art. 93.	60,000,000		b) 53,800,000	93	40,000,000
Art. 94.	400,000,000		c) 377,500,000	94	377,500,000
Art. 95.	10,000,000		d) 25,000,000	95	25,000,000
Art. 101.	875,000		e) 10,000,000	95bis	10,000,000
			1,525,000	875,000	650,000 Dépassement.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 JUNI 1921.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN

VOOR HET DIENSTJAAR 1921 (1).

Tabel XVIII : Invorderbare uitgaven.

VERSLAG

NAMENS DE BEGROOTINGSCOMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER de LIEDEKERKE.

MIJNE HEEREN,

Sedert de Begrooting der invorderbare uitgaven werd ingediend, zijn de toestanden grondig veranderd.

Vooreerst werd het cijfer der schadeloosstelling, door Duitschland verschuldigd, bij overeenkomst door de Commissie voor Herstel vastgesteld en door dit land aangenomen.

Wij mogen daarenboven hopen dat eerlang de Duitsche schuld ten minste gedeeltelijk in koophandelszaken zal omgezet zijn.

Toen wij deze begrooting indienden, maakten wij ons voorbehoud, « opdat onze vroegere vijanden in onze begrooting, moest deze niet volkomen overeenstemmen met de eischen welke wij aan de Commissie voor Herstel hadden overgemaakt, geen reden tegen ons zouden kunnen aanvoeren, en opdat

(1) Begrooting, n° 101.

Algemeen verslag, n° 261.

(2) Samenstelling van de *Begrotingscommissie* :

- a) De Leden der Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrotingen en de Bezuinigingen : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum en Wauwermans.
- b) Zes leden door de Afdeelingen benoemd : de heeren du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke en De Buc.

Duitschland in onze begrootingen geen schijnreden vinden zou om onze rechten jegens haar en onze rekeningen te wijzigen»; dit voorbehoud is thans overbodig geworden.

Onze begrooting der invorderbare uitgaven, welke gedeeltelijk werd opgemaakt met het doel, aan het land kennis te geven van het geheel bedrag van sommige herstellingen die, trouwens, dit jaar niet konden voltrokken worden, kan thans zonder bezwaar hoegenaamd slechts de credieten vermelden, welke vereischt worden tot de uit te voeren werken tijdens het loopende jaar.

De Kamer heeft dus den plicht, deze begrooting op dezelfde wijze te onderzoeken als de overige, met den vasten wil bezuinigingen te doen. Onze Minister van Financiën werd toch door allen toegejuicht, toen hij zegde « dat wij nog slechts de uitgaven van onmiddellijke en dringende noodzakelijkheid mogen bekostigen ». Er bestaat eene meening, die maar te veel ingang gevonden heeft in ons midden en vooral in het land en die wij gansch uit ons hoofd moeten stellen, namelijk : « Wat geeft deze uitgave, daar wij toch overwinnaar zijn ! » Neen, thans is het dat het Vaderland door middel van de aangenomen overeenkomst zich herstellen moet.

Wij stellen u dus voor, uit deze begrooting alle uitgaven te weren, welke wij, zonder ernstige bezwaren, kunnen uitstellen tot wanneer de levensduurte zal gedaald zijn, hetgeen, naar wij hopen, niet lang meer uitblijven zal.

Uwe Commissie drukt den wensch uit, dat het eerstkomend jaar, benevens de algemeene begrooting, eene rekening worde voorgelegd van het crediet en het debet der rekening van het herstel. Om daartoe te komen, zou het Departement van Financiën moeten nazoeken, eensdeels, al de tot nog toe geïnde ontvangsten, wat ongelukkig niet licht uit te maken is, en, anderdeels, al de uitgaven welke sedert den wapenstilstand ten bate van 's Lands herstel werden gedaan. Dit zou de Kamer en het Land toelaten, zich gemakkelijk rekenschap te geven van den juisten en werkelijken toestand der rekeningen van het herstel. Aldus konden wij, elk jaar, eene balans bekomen, alsmede eene winst- en verliesrekening deze uitgebreide onderneming, en ten minste — laten wij het hopen — eene vermindering van het tekort in deze inrichting vaststellen. Mogen wij de hoop koesteren dat, eensdaags, de balans zal overwegen naar ons voordeel en ons recht? Ik durf het niet beweren, verre van daar. Zaak is het, dat het tekort niet te aanzienlijk zij; nu, om eenige kans op welslagen in dien zin te bekomen, is het volstrekt noodzakelijk geene coëfficiënten meer te gebruiken, die schommelen tusschen 5 en 8.

Wanneer uwe Commissie deze beslissingen eensgezind neemt, meent zij te beantwoorden aan het verlangen der Kamer, waardoor zij werd aangesteld, alsmede aan het verlangen van het land. Het Staatscrediet moet te allen prijze worden versterkt en bevestigd, vooral nu een herhaald beroep moet worden gedaan op de leening. Het beste middel om tot dit gunstig gevolg te geraken, is, den weg der buitensporige uitgaven af te sluiten en dien der bezuinigingen open te stellen.

België doorworstelt eene lastige crisis; laten wij hopen dat zij slechts tijdelijk zij; doch, opdat zulks mogelijk weze, moet men zich kunnen beperken. Allen hebben wij landen gekend, waarvan de economische vlucht en de ontwikkeling langen tijd werden gestuit, waar groote aangevangen ondernemingen werden stilgelegd, omdat zij de beginselen hadden miskend. Moge een anders ervaring ons tot les dienen!!

Binnen veertig jaren zullen wij zien of wij België kunnen herstellen met 10 milliard 560 miljoen in goud, waarop wij mogen rekenen! Dat is gansch de zaak! Hoeveel zal onze frank-papier waard zijn in verhouding tot den frank in goud, wanneer wij eerstgenoemde waarde zullen moeten terugbetalen. Gewichtig vraagstuk!

Uitgaande van deze gedachten heeft uwe Commissie de Begrooting der Invorderbare Ontvangsten onderzocht hoofdzakelijk met het oog op hare inkrimping en hare vaststelling, overeenkomstig de wetten die ons rekenplichtig beheer regelt.

Spijtig is het dat men nog heden ten dage niet ten naasten bij de raming kennen kan van onze schade, waarde in 1914, en zelfs niet ten naasten bij de nog uit te geven sommen.

Het herstel van 's Lands spoorweg heeft reeds veel geld gekost en zal nog veel kosten, vooral wanneer men bedenkt dat Duitschland ons voor 1 milliard frank materieel heeft teruggeschonken.

De Commissie stelt u voor, uit de begrooting te weren al de uitgaven tot vereffening betreffende de voorgaande dienstjaren, daar deze, volgens hare meening, moeten worden gedekt door bijkomende credieten uitgetrokken op voormelde dienstjaren.

BIJZONDER ONDERZOEK VAN DE AANGEVRAAGDE CREDIETEN VOOR DE ONDERSCHEIDENE DEPARTEMENTEN.

1. — 's Lands Schuld.

De aangevraagde credieten vinden hunne rechtvaardiging in zich zelf.

Niettemin had men kunnen wenschen dat het voorzichtig ware geweest, hier eene som te vermelden tot delging der aangepane leeningen.

2. Justitie.

Dit Departement streeft er naar, de onroerende domeingoederen, welke van deze diensten deel uitmaken, weder in staat te stellen. De aangevraagde credieten strooken met de volstreckte behoeften van het jaar.

3. Buitenlansche Zaken.

Zooals gij het hebt kunnen vaststellen, heeft dit Departement het voorschot, bestemd voor het Belgisch Hoog Commissariaat der Rijsche gebieden, met de helft verminderd.

4. *Binnenlandsche Zaken.*

Ons Departement van Binnenlandsche Zaken heeft sommige herstellingswerken tot later verdaagd; uit dien hoofde konden de aangevraagde credieten met 250,000 frank worden verminderd.

5. *Wetenschappen en Kunsten.*

Door dit Departement wordt een globaal crediet van 750,000 frank aangevraagd; het is mogelijk, en wij hopen het, dat deze som dit jaar niet betaalbaar gesteld wordt, doch het zou onvoorzichtig zijn ze van nu af aan te verminderen.

6. *Landbouw.*

's Lands landbouwherstel door het Ministerie van Landbouw is reeds gevorderd; voor de volgende jaren zien wij sommige credieten verminderen, behalve echter die welke betrekking hebben op n^o 22 dat, bij wijze van amendement, met 5 miljoen moest verhoogd worden voor het loopende jaar.

Ondanks deze verhooging konden de aangevraagde credieten verminderd worden in hun geheel, daar de uitvoering der wet van 13 November 1919 minder bezwarend was dan men had voorzien.

7. *Openbare Werken.*

Dit Departement, waarvan grootendeels het herstel van ons economisch leven afhangt, vroeg credieten aan tot een bedrag van ongeveer 142 miljoen. Deze som kon worden verminderd zonder de noodige herstellingswerken te belemmeren.

De ramingen van dit Departement werden gedeeltelijk gedaan met den wensch, aan de Kamer het totaal van de overblijvende herstellingswerken op te geven; doch het is niet mogelijk ze alle dit jaar te ondernemen.

Op die manier konden de n^{os} 25 en 29 zeer merkelyk worden verminderd.

8. *Spoorwegen.*

De beschouwingen, door het Ministerie van Openbare Werken in 't midden gebracht, kunnen ook voor dit Ministerie gelden, en, bijaldien men er aan toevoegt dat de Commissie u voorstelt van de Begrooting eene som van 150,990,000 frank af te voeren, welke betrekking heeft op de overschrijdingen van de credieten, zijn onze amendementen op zich zelf gebillijkt.

Artikel 54 van deze Begrooting kon derwijze worden onderverdeeld, dat men aan de Kamer eenige uitleggingen over de noodige aankopen kon verstrekken.

De Commissie hoopt dat dit Departement, dat in de vorige jaren mits zeer hooge kosten moest wederbeleggen, niet meer in zoodanige mate door de huidige noodwendigheid zal worden nagezet en dat de wederbeleggingscoëfficiënten aanmerkelijk zullen dalen.

9. *Landsverdediging.*

Het Ministerie van Landsverdediging is een der enkele, waarvan het bedrag zijner vermoedelijke uitgaven is gestegen sedert het indienen van de Begrooting. Het werd er toe gedwongen ten einde de militaire pensioenen te kunnen uitbetalen, daar deze tot op heden nog niet door het Departement van Financiën konden geregeld worden. De uit dien hoofde vastgestelde verhooging komt, overigens, in mindering voor op de Openbare Schuld.

De Commissie heeft dit Departement, alsmede dat van de Openbare Werken verzocht, uit hunne bouw- en herstellingswerken alle weelde te verbannen. Het is thans niet het oogenblik om naar schoonheid te streven : men moet zich tevreden stellen met deugdelijk werk.

10. *Economische Zaken.*

Dit Departement neemt, alleen van zijne zijde, nagenoeg de helft in beslag van de credieten die voor de Begrooting der Invorderbare Uitgaven werden aangevraagd. Op hem drukt, inderdaad, de last, al de betalingen van de schade aan goederen en aan personen te verrichten. Van hem hangen af de hooge commissarissen, de nieuwe rechterlijke inrichting en vooral de wederopbouw van menig vast goed. De Minister van Economische Zaken is thans de grootste aannemer van het land. Hij staat aan het hoofd van een nieuw en voorloopig orgaan, waarin de moeilijkheden zeer talrijk voorkomen, waar de aanlokkingen voor speculeering en verduistering voor een groot aantal bedienden zich voortdurend voordoen. Dit Departement zou niet bedacht en niet voorzichtig genoeg kunnen zijn. Toezieners voor de wederbelegging bestaan en werken tot groote voldoening van hun overste. De inspectiën, nazichten en toezichten zijn talrijk en komen herhaaldelijk voor; dienen ze nog vermeerderd te worden?

Sedert de Begrooting werd ingediend, heeft de Regeering, door een wetsontwerp, voorgesteld, van lieverlede en in de mate van het mogelijke de lasten der hooge Commissarissen te verminderen. Dit is reeds een blijkbaar teeken dat het herstel op goeden weg is.

Wij moeten ons over deze bevinding verheugen.

In de Bijlage zal de Kamer sommige stukken vinden betreffende de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, welke de stijgende werkzaamheid van deze instellingen bewijzen. Wij durven er op vertrouwen, dat deze goede gesteldheid nog zal verbeteren en toenemen. Van deze instelling hangt over 't algemeen het spoedig of langzaam herstel af van het verwoeste land; het is en blijft dringende plicht der rechtbanken zich te haasten; de Kamer zal er voor zorgen.

Graag zag het Land een wetsontwerp neerleggen, waardoor de uitvoerende macht in staat werd gesteld om eerlang het aantal dezer voorloopige rechtsmachten te verminderen; dit zou het eens te meer den indruk geven dat het herstel vordert.

Gij kunt vaststellen, Mijne Heeren, dat uwe Commissie, die op bijzondere

wijze de Begrooting van dit Departement heeft onderzocht, daarin weinige wijzigingen brengt, en wel om de reden, dat het in 's lands wel begrepen belang is zoodra mogelijk te herstellen, dewijl de Staat een interest van 5 t. h. is verschuldigd op al de sinds 1 Januari 1920 uit te betalen sommen wegens oorlogsschade. Eerst en vooral moet er spoedig worden gehandeld om ons van de algemeene kosten van deze uitgebreide zaak, die gerust op 50,000,000 frank kan worden geraamd, te ontlasten.

Schikkingen werden getroffen om de vervoerdiensten, alsmede de stocks te vereffen.

Uwe Commissie stelt u voor, de vage formule, welke aan het hoofd der Begrooting staat, te doen wegvallen. Deze luidt : « De aanrekeningen op de credieten, in die tabel ingeschreven, mogen desnoods geschieden, zonder onderscheid van dienstjaar, voor de uitgaven besteed sedert 1919, binnen de grenzen der vroeger verleende credieten. »

Bepalingen van zulk een groot belang moeten, volgens haar, door de wet worden geregeld.

Uwe Commissie stelt zich voor, deze bepalingen om te werken tot een wets-artikel dat in de financiënwet zal opgenomen worden.

BESLUIT.

Uit de volledige studie van deze Begrooting blijkt dat het voor de Kamer zeer moeilijk is, bezuinigingen te maken; dit is, in elk Departement, de taak van den Minister. De spreuk : « maak mij goede financiën en ik zal u eene goede politiek bezorgen » is thans meer waar dan ooit, doch moeilijker dan ooit om te verwezenlijken. Daarom durft uwe Commissie op den goeden wil van eenieder rekenen.

De Verslaggever,

DE LIEDEKERKE.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.



Toestand op 30 April 1921.

Arrondissementen.	Aantal Kamers.	Aantal Staats-commissarissen (buiten de Hoofd-commissarissen)	Geheel aantal ingediende aanvragen.	Schade aan goederen.					Schade aan personen. — Gewezen vonnissen.	Aantal behandelde zaken.	Bedrag der sommen, bij vonnis verleend wegens schade aan goederen.	
				Eind-vonnissen.	Vonnissen bij voorraad.	Aan-genomen dadingen.	Aantal toegestane aanvragen om voorschotten.	Aantal contracten tot wederopbouwen door den Staat.			Eindvonnissen.	Tegemoetkomingen bij voorraad.
Antwerpen	5	11	47,397	1,559	215	480	358	—	4,893	7,505	10,472,641.45	19,090,880.83
Mechelen	4	11	38,713	2,851	724	1,072	1,410	—	1,952	8,009	32,977,472.01	52,082,748.69
Turnhout	2	9	12,380	1,275	31	270	30	—	868	2,493	806,279.60	448,221.35
Brussel	8	19	131,808	3,472	266	1,121	662	(2) —	1,704	(2) 7,225	35,318,025.33	32,902,288.56
Leuven	5	14	41,582	2,196	2,792	387	1,315	14	1,793	8,497	17,479,521.17	101,705,557.23
Nijvel	2	6	24,578	142	166	51	172	1	3,144	3,676	1,070,022.40	41,133,430.45
Charleroi	7	22	69,756	1,562	651	842	1,937	—	4,431	9,423	19,443,900.46	271,294,579.25
Bergen	3	13	102,081	646	262	230	(2) 1,476	(2) —	3,492	(2) 6,406	14,575,207.73	73,788,932.67
Doornik	3	7	75,836	738	2,210	830	1,629	2	7,936	13,345	12,677,532.81	113,806,002.35
Audenaarde	3	9	64,771	762	204	277	(2) 222	(2) —	4,538	(2) 6,003	7,749,675.67	11,034,587.59
Gent	3	16	111,830	1,655	431	3,987	2,853	—	1,830	10,756	39,454,616.73	49,114,640.57
Dendermonde	1(1)	10	90,782	1,546	461	551	309	—	7,147	10,014	31,385,770.03	46,916,603.23
Brugge	6	23	82,800	1,913	968	746	3,255	26	1,983	8,891	80,918,241.83	92,891,705.15
Kortrijk	1(1)	17	145,000	7,233	1,212	475	7,646	138	1,983	8,891	64,842,282.91	117,184,705.00
Veurne	6	30	75,014	2,976	2,554	360	2,579	113	8,099	24,803	52,784,075.70	141,919,788.45
Ieperen	10	31	78,179	3,343	2,691	1,546	12,242	993	8,099	24,803	46,258,430.72	173,963,554.77
Luik	7	19	48,904	2,328	624	318	1,786	253	747	9,329	201,960.14	1,061,500.00
Hoei	2	6	17,430	1,675	76	540	225	2	3,008	23,823	1,735,245.00	216,500.00
Verviers	3	12	29,150	1,062	395	181	669	50	2,927	8,236	20,342,079.35	502,458,157.86
Aarlen	1	7	26,803	424	99	180	1,359	67	469	2,987	9,661,696.11	20,598,500.27
Marche	1	2	22,743	1,583	177	459	41	—	1,724	8,916	12,635,635.29	22,882,460.42
Neufchâteau	2	6	15,767	1,036	272	322	202	—	6,787	8,916	2,374,580.90	11,672,606.57
Dinant	3	13	40,121	550	446	398	(2) 3,104	(2) —	1,652	3,882	3,626,097.89	3,149,041.65
Namen	3	10	43,768	795	168	470	1,636	13	1,446	3,278	3,760,027.95	5,473,995.45
Hasselt	2	5	15,715	660	58	308	35	—	4,303	(2) 8,801	3,721,493.99	35,124,244.13
Tongeren	2	3	14,671	1,312	5	168	10	5	3,650	8,432	10,698,706.81	31,204,596.66
Opgave op 31 Augustus 1920 (*).	113	324	1,467,599	45,294	18,158	16,278	47,132	1,677	2,388	3,449	11,559,574.26	133,000.00
				14,484	7,225				1,235	2,735	551,663,600.56	1,974,499,279.15
									21,784		258,769,470.56	947,138,942.75

(1) Bijzondere Kamer voor Ieperen.

(2) Buiten het aantal hoogste voorschotten van 30, 50 en 80,000 frank.

(3) Niet ingekomen inlichtingen.

(4) Getrokken uit de mededeeling, door den Minister van Binnenlandsche Zaken gedaan over den staat van herstel der oorlogschade en over het wederopbouwen van de verwoeste streken aan de Vereenigde Commissiën voor Oorlogsschade en voor de Verwoeste Streken van beide Kamers, vergadering van 21 september 1920.

WERKZAAMHEDEN VAN DE RECHTBANKEN VOOR OORLOGSSCHADE

TABEL II.

Schade aan personen.

Toestand op 30 April 1921.

Orde- Nummer.	Rechtbank.	Aantal Ingediende aanvragen.	Aantal vonnissen tot vergoeding wegens			Te zamen.	Vonnissen tot afwijzing.	Aantal vonnissen.
			onbekwaamheid.	wegvoering.	weduwen en weezen.			
1	Antwerpen	7,238	591	2,666	223	3,480	1,413	4,893
2	Mechelen	2,635	243	1,116	79	1,438	514	1,952
3	Turnhout	1,276	131	146	77	354	514	868
4	Brussel	6,588	705	405	214	1,324	380	1,704
5	Leuven	5,110	213	913	424	1,555	238	1,793
6	Nijvel	6,490	1,131	1,188	316	2,635	509	3,144
7	Charleroi	9,634	2,738	522	497	3,757	674	4,431
8	Bergen	20,284	1,337	687	770	2,794	698	3,492
9	Doornik	16,808	2,172	4,069	575	6,816	1,120	7,936
10	Audenaarde	9,966	1,031	2,609	301	3,991	547	4,538
11	Gent	25,325	410	661	527	1,598	232	1,830
12	Dendermonde	17,533	1,234	4,428	886	6,598	549	7,147
13	Brugge	10,463	205	21	570	796	1,137	1,983
14	Kortrijk	40,000	2,724	3,657	939	7,320	779	8,099
15	Veurne	1,532	207	15	158	380	367	747
16	Ieperen	3,592	661	763	672	2,096	912	3,008
17	Luik	5,328	960	489	801	2,250	677	2,927
18	Hoei	499	418	133	94	345	124	469
19	Verviers	2,180	304	826	209	1,339	385	1,724
20	Aarlen	7,987	1,366	3,111	691	5,168	1,619	6,787
21	Marche	1,811	938	550	72	1,560	92	1,652
22	Neufchâteau	1,650	870	162	152	1,134	262	1,446
23	Dinant	5,086	2,103	801	730	3,634	619	4,303
24	Namen	8,032	2,750	1,606	884	5,240	410	5,650
25	Hasselt	2,334	596	1,343	61	2,000	388	2,388
26	Tongeren	1,223	188	515	82	735	450	1,235
		221,244	26,026	33,407	11,054	70,487	15,659	86,146

[N. 420.]

(8)

BIJLAGE II.

Art. 64. — Krachtens de geldende organieke bepalingen (Koninklijk besluit van 31 Augustus 1920) trekt de ambtenaar, die reeds eene vergoeding of eene wedde ontvangt, wegens het ambt dat hij vervult in de organismen voor oorlogsschade, slechts het verschil tusschen deze wedde en die welke aan het uitgeoefend ambt verbonden is.

Aldus namelijk ontvangen de commissarissen van den Staat, zoo zij ambtenaar zijn in werkelijken dienst van den Staat, de provincie of de gemeente, slechts eene jaarlijksche vergoeding gelijk aan het verschil tusschen hunne wedde en de aanvangsvergoeding van 10,000 frank aan de commissarissen van den Staat verleend.

Dit is ook het geval voor hen die een pensioen trekken ten laste van de Staatskas.

Het is onmogelijk te zeggen dat mijn Departement de zaken zal kunnen afhandelen die begonnen werden met het personeel waarover het beschikt.

Om te voorzien in de behoeften van het herstellingswerk, moest men het noodige personeel ter beschikking van de verschillende inrichtingen stellen.

Men mag onderstellen dat thans het personeel in dienst als toereikend mag beschouwd worden om te voorzien in de opgelegde taak. Het kan echter gebeuren dat, in sommige diensten, de toeneming van het werk, de overvloed der dossiers met betrekking tot aanvragen om herstelling, de noodzakelijkheid de regeling van sommige schade te bespoedigen en een eind te stellen aan den achterstand, de toevoeging vergen van een of meer eenheden bij het bestaande personeel.

Enkel om de uitbreiding van deze inrichtingen te bewijzen, acht ik het nuttig de achtereenvolgende stappen in herinnering te brengen door het herstellingswerk, gedaan met het oog op de behoeften der stoffelijke inrichting.

I.

PERSONNEEL.

	Op 1 Januari 1920.	Op 1 Juli 1920.	Op 1 Januari 1921.
Bijzondere Commissarissen	Geen	24	23
Commissarissen van den Staat	140	221	309
Griffiers	26	26	26
Adjunct-griffiers	88	104	119
Bedienden commissariaat.	150	260	372
Id. griffie	89	268	228
Kamers	93	110	115

II.

De bedrijvigheid der commissariaten uitte zich als volgt :

In Januari 1920, hebben de Commissarissen van den Staat 9,808 verrichtingen gedaan.

Gedurende de maand Juni 1920, hebben zij er 14,707 gedaan.

In December 1920, bedroeg dit cijfer 24,711 verrichtingen.

Ik blijf bij deze opeenvolgende gemiddelde cijfers welke per half jaar zijn opgegeven.

Art. 73. — Jaarwedden en allerlei vergoedingen.

Hoog Koninklijk Commissariaat der kust	197,463.68
— Brugge	267,562.64
— Toeg. Ghistel	98,101.00
— — Roeselare.	90,224.08
— — Veurne	83,968.16
— Ieperen	742,627.12
— Toeg. Poperinge	101,117.32
— — Ieperen	138,173.08
— — Wervicq	174,957.28
— Gent	214,814.88
— Bergen	141,285.80
— Toeg. Brussel	58,940.40
— Luik	227,027.68
— Toeg. Namen	305,167.12
— — Luxemburg	258,823.48
Totaal.	3,079,253.52

Bij het vaststellen van dit cijfer van 3,079,253.52 werd rekening gehouden met de jaarwedden en allerlei vergoedingen ten behoeve van de thans in dienst zijnde beambten. Er werd slechts 2,823,000 frank voorzien. De vermeerdering is het gevolg van het feit, dat, sedert de begrootingsramingen voor het dienstjaar 1921 werden vastgesteld, verscheidene Hooge Koninklijke Commissarissen nog meer personeel hebben aangevraagd.

Waarschijnlijk zal de som van fr. 3,079,253.52 later moeten verhoogd worden.

Art. 86. — De post van 9,000,000 frank is geene werkelijke uitgave, maar eene uiterste begrooting voor het geval dat, gedurende het tijdperk van drukken heropbouw dat voor de deur staat, wij zouden moeten voorzien in eene belangrijke behoefte aan vervoermaterieel. Het dient echter opgemerkt dat deze uitgaven gedeeltelijk in evenwicht worden gebracht door eene werkelijke ontvangst en dat al de tegenwoordige pogingen van mijne diensten deze uitgaven geheel trachten te vernietigen door de ontvangsten van het vervoer.

De werkelijke uitgaven worden overigens slechts gedaan naar gelang de behoeften, en de noodzakelijkheid ervan wordt streng onderzocht door mijn Bestuur dat, te dien einde elke maand eene bedrijfsrekening opmaakt waarop de ontvangsten naast de uitgaven voorkomen.

Deze post heeft reeds eene eerste besnoeiing ondergaan van 2,000,000 frank op de eerste raming. En bij deze besnoeiing heeft men juist rekening gehouden met de prijsdaling der grondstoffen. Het is mogelijk dat die prijzen

nog dalen en eene gelijkwaardige vermindering der uitgaven mogelijk maken; maar ik acht dat het niet mogelijk is te steunen op waarschijnlijkheden die zich niet kunnen verwezenlijken en dat, in die omstandigheden, het verkieslijk er is het cijfer van 9,000,000 frank niet te wijzigen.

ART. 92. — Krachtens artikel 4 van de wet van 8 April 1919, brengt de aanneming voor den Staat de verplichting mee, de uitgaven te verzekeren genoodzaakt door de herstelling van het gebied en van de openbare diensten der gemeente, de verplichte uitgaven waarin de gemeente niet kan voorzien, geheel of gedeeltelijk tengevolge der omstandigheden; alsook de niet verplichte uitgaven waarvan de aanwijzing op de gemeentebegroting werd goedgekeurd door de H. K. C. In de gemeenten die zich in de door hem vastgestelde onmogelijkheid bevinden, zelfstandig te handelen, neemt de H. K. C. de plaats der gemeentebesturen in om in hoogergermelde uitgaven te voorzien.

In de gemeenten die in staat zijn de uitvoering van de werken voort te zetten, hetzij met hun eigen middelen of dank zij begiftingsingen, komen de H. K. C. slechts tusschenbeide na zich te hebben verzekerd dat zij alle middelen te hunner beschikking hebben uitgeput om het maximum-ontvangsten te bekomen, en voorzien dan in de uitgaven door middel van toelagen.

Het cijfer van 75,000,000 frank werd bepaald na een onderzoek ingesteld bij de H. K. C.

Dit cijfer wordt als volgt verdeeld :

Antwerpen	14,000,000
West-Vlaanderen Noord.	50,000,000
» » Zuid	2,500,000
Brabant {	5,000,000
Henegouw {	
Luik {	700,000
Luxemburg {	
Namen {	
Kust	2,000,000
Te zamen.	<u>74,200,000</u>

ART. 93. — Mijn Departement houdt zich, enkel in gevallen van uitersten nood, bezig met den aankoop van materialen. Het crediet van 60,000,000 fr. moet dienen voor de betaling der materialen die de Staat koopt voor den heropbouw der verwoeste onroerende goederen.

Onder de uitgaven die betaalbaar zullen gesteld worden, komen hoofdzakelijk voor die welke het gevolg zijn van den aankoop van baksteen.

Het dient opgemerkt dat de politiek van s' Rijks tusschenkomst op het stuk van baksteen te billiken is, aangezien het noodzakelijk was de baksteennijverheid de noodige uitbreiding te geven, met het oog op de overgrootte behoeften aan dergelijke materialen. Zoo de Staat zich onthouden had,

is het niet twijfelachtig dat de hoeveelheid vervaardigde baksteen en ontoreikend zou zijn geweest en dat, bijgevolg, de gevraagde prijzen overdreven hoog waren geweest.

De Staat komt ook tussehenbeide in het geval dat, tengevolge van beperkingen toegebracht aan het uitvoerstelsel van sommige materialen, hij van de voortbrengers bijzondere prijzen kan bekomen voor leveringen met het oog op den heropbouw der verwoeste streken. Aldus, bij voorbeeld, verleenen de fabrikanten van kunstmatig Portland-cement aan den Staat eene korting van 17 frank per ton, op voorwaarde dat zij 60 t. h. van hunne voortbrengst mogen uitvoeren.

ART. 96. — Zoo de bepalingen, die thans het verleenen van hulpgelden aan de uitgedrevenen en vluchtelingen regelen, in voege blijven, zal het bedrag der uit dien hoofde op de begrooting van 1921 voorziene uitgaven — het volgend jaar — kunnen verminderd worden; deze vermindering zal echter niet zeer belangrijk zijn, zij zal enkel het gevolg zijn van de vermindering van het getal ondersteunde personen.

ART. 97. — Het blijkt uit inlichtingen verstrekt door het Departement van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, dat de achterstallige uitgaven (uitgaven van 1919) wegens bevoorrading van de bevolking bij de vrijmaking van het grondgebied enz., werden bepaald op 5 miljoen frank per begrootingsjaar tot aan de volledige vereffening. Het totaal cijfer van de uitgave werd nog niet bepaald.

KONING ALBERT-FONDS.

Het Koning Albert-Fonds eischt geene toelagen meer. •

Het ten honderd van de algemeene onkosten van het K. A. F. vanaf, den dag zijner stichting tot 31 December 1920, bedraagt 2.89 ten honderd.

Berekening van het ten honderd der algemeene bestuurskosten vanaf de stichting het *Koning Albert-Fonds* tot op 31 December 1920.

A. Uitgaven.

1 ^o HOOFDSTUK I : Bestuurskosten	fr. 1,698,444.58
2 ^o — II : Uitvoeringswerken in de provincie.	88,992,729.59
3 ^o — III : Orde-rekeningen	101,410.97
Totaal der uitgaven.	fr. 90,792,585.14

B. Ontvangsten.

Bedrag der ontvangsten behoudens Staatstoelagen en giften	4,974,510.99
Totaal.	fr. <u>95,767,096.13</u>

Zijnde afgerond : 95,767,100 frank.

Opsomming der algemeene onkosten.

1. Algemeene onkosten, hoofdstuk I	fr. 1,698,444.58
2. Wedden, loonen en vergoedingen, personeel in de provincie, vermeld onder artikel 15 der wet van 15 Augustus 1919 op 31 december 1919	278,330 „
3. Dienst der autos, motoren en rijwielen.	253,815.71
4. Wedden, loonen, vergoedingen, personeel in de provincie, hoofdstuk II, artikel 20.	457,284.51
5. Reiskosten, hoofdstuk II, art. 21	80,628.65
Totaal . . . fr.	2,768,503.45

Zijnde afgerond : 2,768,500 frank.

Ten honderd : $\frac{2,768,500 \times 100}{93,767,100} = 2.89$ t. h.

De rekening voor het dienstjaar 1920, waarvan hierbij een afschrift, zal toelaten het geringe t. h. der bestuurskosten vast te stellen en het omstandig te onderzoeken.

Voor het jaar 1920 heeft het K. A. F. volgende reiskosten uitbetaald :

De heer André, H. K. C. te Bergen	fr. 969.50
De heer Coppieters, H. K. C. te Oostende	694.40
Baron Delvaux de Fenffe, H. K. C. te Luik	842.00
De heer de Groote, H. K. C. te Brugge	1,055.70
De heer Grenier, H. K. C. te Gent	755.00

De andere beheerders, te Brussel verblijvend, of die als parlementsleden vrij spoorwegverkeer genieten, hebben de terugbetaling van hunne reiskosten niet geëischt.

AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE BEGROOTINGSCOMMISSIE.

'S LANDS SCHULD.

	Aangevraagd crediet.	Voorgesteld crediet Amendement van de Regering.	Crediet voorgesteld door de Commissie.
Art. 4.	54,444,000	20,266,500	20,266,500

JUSTITIE.

Art. 8.	20,000	25,200	25,200
---------	--------	--------	--------

BUITENLANDSCHE ZAKEN.

Art. 14.	600,000	300,000	300,000
----------	---------	---------	---------

BINNENLANDSCHE ZAKEN.

Art. 16.	100,000		Weggelaten.
Art. 17.	100,000		50,000
Art. 18.	300,000		200,000

	Aangevraagd crediet.	Voorgesteld crediet Amendement van de Regeering.	Voorgesteld crediet door de Commissie	
LANDBOUW.				
Art. 20.	425,000	325,000	325,000	
Art. 21.	45,000,000		35,000,000	
Art. 22.	10,000,000	15,000,000	15,000,000	
OPENBARE WERKEN.				
Art. 25.	50,000,000	51,500,000	15,000,000	15,000,000 verworpen wegens overschrijding 35,000,000 omdat zij dit jaar niet kunnen uitgegeven worden.
Art. 27.	9,286,000		9,279,440	6,560 overschrijding.
Art. 28.	30,000,000 ⁰	1 ^e Am. } 42,300,000 2 ^e Am. } 50,300,000	38,000,000	12,300,000 overschr ding.
Art. 29.	50,000,000	42,000,000	25,992,000	8,000 overschrijding. 17,000,000, moeten dit jaar niet uitgegeven worden.
Art. 30.	100,000		50,000	
Art. 31.	50,000		40,000	
Art. 32.	2,000,000		1,000,000	
SPOORWEGEN.				
Art. 33.	1,900,008	2,050,000	1,900,000	150,000 fr. overschrij- ding van crediet.
Art. 34.	139,100,000		119,100,000	Toegestane verminde- ring.
Art. 34. a)	Aankoop van dwarsliggers, enz.		35,000,000	
Art. 34. b)	Aankoop van spoorstaven en mate- riël voor de wegen		25,000,000	
Art. 34. c)	Herstel van de seininrichting . . .		40,000,000	
Art. 34. d)	Werken en leveringen tot herstel- ling der kunstwerken, gebouwen, wegen, enz.		37,000,000	
Art. 35. e)	Loonen en wedden		2,100,000	
Art. 35.	378,450,000		226,550,000	151,000,000 overschrij- ding van crediet.
Art. 36.	9,300,000		5,100,000	4,200,000 overschrij- ding van crediet.
Art. 37.	1,020,000	2,820,000	2,520,000	
Art. 38.	12,720,500		12,720,500	
Art. 39.	507,000		567,000	
Art. 40.	1,930,000		1,335,538	Toegestane verminde- ring.
Art. 41.	22,654,070		19,914,070	Uit te stellen voor een jaar.

Aangevraagd crediet.	Voorgesteld crediet Amendement van de Regeering.	Voorgesteld crediet door de Commissie.
----------------------	--	---

LANDSVERDEDIGING.

Art. 43.	10,355,000	10,538,902	10,355,000	Overschrijding.
Art. 45.	80,215,000	122,178,500	122,175,500	
Art. 48.	800,400	2,260,000	1,500,000	Overschrijding.
Art. 50.	1,000,000	350,000	350,000	
Art. 52.	2,647,080		2,593,700	53,380: Duurtetoeslag.
Art. 57.	8,000,000		8,000,000	Overgebracht uit de buitengew. begrooting.

ECONOMISCHE ZAKEN

Art. 57.	7,361 000	5 604,000	5,337,000	212,000 Duurtetoeslag. 55,000 overschrijding.
Art. 59.	940.000	4.373,000	940,000	3,433,000 Overschrijding.
Art. 64.	10,000 000	17,750,000	9,850,000	150,000 Duurtetoeslag. 1,750,000 Overschrijding.
Art. 66.	1,094,200	1,124,200	1,094,200	30,000 Overschrijding.
Art. 73.	74,500	81,400	74 500	6,900 Overschrijding.
Art. 75.	2 825,000	4 500,000	3,687,000	760,000 Overschrijding. 62,500 Duurtetoeslag.
Art. 76.	75 000	260,000	200,000	50,000 Overschrijding.
Art. 77.	125.000	360.000	285,000	75,000 Overschrijding.
Art. 78.	150,000	650.000	300.000	300,000 Overschrijding.
Art. 79.	530,000		516,150	13,850 Duurtetoeslag.
Art. 80.	6.800.000		6,509,000	291,000 Overschrijding.
Art. 84.	100.000		90.000	10,000 Overschrijding.
Art. 85.	100,000	175,000	100,000	75,000 Overschrijding.
Art. 86.	9,000.000	7,000.000	6,565,000	435,000 Overschrijding.
Art. 88.	820,000	887,000	866,000	21,000 Duurtetoeslag.
Art. 92.	75,000,000	92 { a) 75,000,000 b) 53,800,000 c) 377,500,000 d) 25,000,000 e) 10,000,000	75,000,000	
Art. 93.	60,000,000		40,000,000	
Art. 94.	400,000,000		377,500,000	
Art. 95.	10,000,000		25,000,000	
Art. 101.	875,000		10,000,000	
		1,825,000	875,000	650,000 Overschrijding.